

**Union européenne - Mali - L'Union  
européenne soutient la stabilisation  
dans les régions centrales de Mopti  
et Ségou - Communiqué de presse  
du Conseil de l'Union européenne**  
(Bruxelles, 04 août 2017)

Le Conseil a adopté une décision autorisant une action de stabilisation dans les régions du centre Mali, dans les gouvernorats de Mopti et Ségou. En réponse à l'invitation des autorités maliennes, l'Union européenne (UE) va déployer une équipe d'experts pour appuyer les politiques et plans nationaux maliens afin de lutter contre l'insécurité croissante et pour rétablir et développer l'administration civile dans ces régions. L'objectif premier de l'action est de contribuer à consolider et de soutenir la démocratie, l'État de droit, les droits humains et l'égalité des sexes, en renforçant la gouvernance générale dans cette région au profit des populations locales.

L'équipe de stabilisation de l'UE aura pour tâche de conseiller les autorités maliennes à Mopti et Ségou, sur les questions liées à la gouvernance, et de soutenir la planification et la mise en oeuvre par les autorités maliennes d'activités visant au retour de l'administration civile et des services de base dans la région. L'équipe pourra notamment appuyer un dialogue renforcé entre les autorités maliennes et les populations locales.

L'équipe de stabilisation sera composée de 10 personnes et dotée d'un budget de euro 3.25 million pour une phase opérationnelle initiale d'un an. Elle sera basée au sein de la délégation de l'UE au Mali et opérera à Bamako, Mopti et Ségou. L'action vient en complément de celles de la délégation de l'UE au Mali et des missions PSDC qui y sont déployées, EUCAP Sahel Mali et EUTM Mali et s'inscrit dans le cadre de l'approche intégrée de l'UE au Mali. L'équipe de stabilisation travaillera également en étroite collaboration avec les autres acteurs internationaux présents dans la région, en particulier la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Cette action de stabilisation est décidée par le Conseil sur la base de l'article 28 du Traité de l'Union européenne qui prévoit que «lorsqu'une situation internationale exige une action opérationnelle de l'Union, le Conseil adopte les décisions nécessaires. Elles fixent leurs objectifs, leur portée, les moyens à mettre à la disposition de l'Union, les conditions relatives à leur mise en oeuvre et, si nécessaire, leur durée». C'est la première fois qu'une décision du Conseil est adoptée dans ce cadre. La décision a été adoptée par le Conseil par procédure écrite./.